



Département de la **DROME**
Commune de **ROMANS SUR ISERE**

Démolition bâtiments ténement MACIF - parcelles BO n°98-181

MARCHE A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

2 - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maître d'ouvrage : IMMOBILIERE VALRIM
24, rue Balzac – 26000 VALENCE
Tél. : 04.75.44.04.77

Maître d'œuvre : Cabinet DAVID
S.A.R.L. de Géomètre Expert, d'ingénierie des infrastructures et d'urbanisme
Laurent DAVID - Ingénieur E.T.P, Géomètre-Expert Foncier
Le Clos des Tanneurs - Immeuble "Le SPHINX" – BP 149 - 26104 ROMANS CEDEX
Tél : 04.75.02.07.27 – Fax : 04.75.02.74.82 - Email : contact@cab-david.fr

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

S O M M A I R E

Chapitre I - INDICATIONS GENERALES ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

- Article 1 - Objet de l'Entreprise
- Article 2 - Procédure de passation du marché
- Article 3 - Documents contractuels
- Article 4 - Consistance des travaux

Chapitre II - MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX - REGLEMENT

- Article 5 - Indications générales
- Article 6 - Avances - Acomptes
- Article 7 - Travaux en régie
- Article 8 - Paiements - Retard dans les paiements
- Article 9 - Variation dans les prix
- Article 10 - Délai d'exécution - Pénalités pour retard et primes
- Article 11 - Cautionnement - Retenue de garantie
- Article 12 - Délai de garantie
- Article 13 - Nantissement

Chapitre III - PRESCRIPTIONS DIVERSES

- Article 14 - Domicile de l'Entrepreneur
- Article 15 - Réserves au sujet de matériaux trouvés dans les fouilles
- Article 16 - Réception des travaux
- Article 17 - Juridiction
- Article 18 - Ouvriers étrangers - Ouvriers d'aptitudes restreintes
- Article 19 - Voisinage de chantiers de travaux étrangers à l'Entreprise
- Article 20 - Situation des lieux
- Article 21 - Conservation et remise des ouvrages
- Article 22 - Responsabilité de l'Entrepreneur
- Article 23 - Plans d'exécution - Note de calculs - Etudes de détails
 - Travaux non prévus et modification au projet
 - Augmentation dans la masse des travaux
 - Diminution dans la masse des travaux
- Article 24 - Arrêt des travaux - Interruption du chantier
- Article 25 - Résiliation du marché - Clause particulière
- Article 26 - Application de l'article 56 de la loi n°78-753 de 17/07/78
- Article 27 - Déclaration à souscrire par application des articles 45, 46, 47, 48, 49, 50 du code des marchés publics
- Article 28 - Acte d'engagement - Notification du marché
- Article 29 - Sous-traitance
- Article 29 bis- Disposition concernant la sécurité et la santé des travailleurs

Chapitre IV - DEROGATION AU C.C.A.G.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CHAPITRE I

INDICATIONS GENERALES ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ENTREPRISE

Le cahier des clauses administratives particulières fixe les engagements contractuels du titulaire du marché.

L'Entreprise a pour objet la réalisation de la démolition des bâtiments et ouvrages annexes sis sur les parcelles cadastrées section BO n°98-181 sur la Commune de ROMANS SUR ISERE (26).

Les travaux sont exécutés pour le compte de la société IMMOBILIERE VALRIM.

Le Maître d'Œuvre accrédité par le Maître de l'Ouvrage est le Cabinet DAVID, S.A.R.L. de Géomètre – Expert, d'ingénierie des infrastructures et d'urbanisme immeuble "LE SPHINX" - Le Clos des Tanneurs - Avenue Adolphe Figuet – BP 149 - 26104 ROMANS SUR ISERE CEDEX, représenté par Monsieur Laurent DAVID, Ingénieur E.T.P.

ARTICLE 2 - PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est un marché privé s'inspirant des marchés suivant la procédure adaptée de l'article R.2123-1 et subséquents du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 01/04/2019. Il est passé après consultation des entreprises spécialisées pour ce type de travaux, **étant précisé qu'il s'agit d'un Marché à prix Global et Forfaitaire.**

Le présent marché comporte un seul et unique lot réalisés en une seule tranche. Toutefois, certaines prestations de finition ou autres pourraient être différées dans le temps en fonction de l'avancement de travaux connexes à la présente ou pour d'autres motifs non connus à ce jour.

Pour application de l'article 2 du C.C.A.G. (arrêté du 30 mars 2021 et textes subséquents), il est précisé que :

- Le Maître de l'Ouvrage est : la société IMMOBILIERE VALRIM, comme il est écrit ci-dessus dans l'article 1.
- L'Acheteur est représenté par Monsieur Laurent MAISONNAS.
- Le Maître d'Œuvre chargé par le Maître de l'Ouvrage de diriger et de contrôler l'exécution des contrats de travaux et de proposer leur réception et leur règlement, est le Cabinet DAVID désigné ci-dessus.

Il est en outre précisé que :

- L'assemblée délibérante est le Conseil d'Administration de la société IMMOBILIERE VALRIM.
- Le comptable assignataire est le comptable de la société IMMOBILIERE VALRIM.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contribuant à la formation du marché, ou auxquels il se réfère, sont :

- l'acte d'engagement de l'Entreprise ;
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P);

- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P);
- le bordereau des prix unitaires qui est un complément du C.C.T.P dans la présente;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) ou détail estimatif des travaux (les deux termes peuvent être employés indifféremment dans l'ensemble des documents avec le sens de D.P.G.F);
- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de travaux (arrêté du 30 mars 2021 et textes subséquents), la norme NFP 03-002 d'octobre 2014 et textes subséquents, les articles du CCAG prévalant sur ceux de la norme en cas de divergences;
- le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G) applicables aux marchés publics de travaux (décret n°79-923 du 16 octobre 1979 modifié par le décret n°80-689 du 2 septembre 1980 et texte subséquents), le fascicule n°1 Dispositions générales et communes aux diverses natures de travaux, le fascicule n°2 Travaux de terrassements, la réglementation relative à la sécurité et à la santé conformément aux dispositions du Code du Travail ; le Décret n°96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, le Décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante, l'Arrêté du 7 février 1996 relatif à l'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages avec de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement ; l'Arrêté du 7 février 1996 relatif à l'agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de concentration en poussières d'amiante ; l'Arrêté du 14 mai 1996 relatif aux modalités du contrôle d'empoussièrement dans les établissements dont les travailleurs sont exposés aux inhalations de poussières d'amiante ; l'Arrêté du 4 avril 1996 modifiant l'arrêté du 8 octobre 1990 fixant la liste des travaux pour lesquels il ne peut être fait appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire ; l'Arrêté du 7 juillet 1996 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis ; le Décret n°97-855 du 12 septembre 1997 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ; le Décret n°2001-840 du 13 septembre 2001 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ; le Décret n°2002-839 du 3 mai 2002 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis ; l'Arrêté du 14 mai 1996 modifié relatif aux règles techniques et de qualification que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante ; l'Arrêté du 25 avril 2005 relatif à la formation à la prévention des risques liés à l'amiante ; l'Arrêté du 22 février 2007 et ses annexes définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ; le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ; l'Arrêté du 08 avril 2013 et ses versions consolidées définissant les règles techniques aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ; l'Arrêté du 14 mai 1996 modifié par l'arrêté du 26 décembre 1997 relatif aux règles techniques et qualification que Doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante ; la Circulaire N° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors de travaux relatifs au flocage et calorifugeage contenant de l'amiante dans le bâtiment ; l'Arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante, fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail ; la Circulaire DPPR/SDPD/BGTD/LT N° 970321 du 12 mars 1997 relatif à l'élimination des déchets contenant de l'amiante ; l'Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique "amiante", au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article 10-3 du décret 96-97 du 7 février 1996 modifié ; l'Arrêté du 22

février 2007 modifié définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ; le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante. Les normes et dispositions réglementaires ; la norme NF X46-010 (octobre 2004 - février 2007) : Santé et sécurité au travail - Amiante friable - Qualification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante friable ; la norme NF X46-011 : Santé et sécurité au travail - Amiante friable - Qualification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante friable, la norme NF X46-020 (décembre 2008) : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-020) ; la norme NF X46-011 (août 2012) : Travaux de traitement de l'amiante - Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises (Indice de classement : X46-011) ; le Décret 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ; l'Arrêté du 25 avril 2006 relatif au CREP ; l'Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb ; l'Arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures ; l'Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification ; l'Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L.1334-2 du code de la santé publique ; l'Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures ; l'Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb...;

- le cahier des prescriptions techniques de la Commune et des services concessionnaires de voirie et de réseaux ;
- le PGC et PPSPS s'ils existent ;
- le dossier de plans ;
- les notices et mémoires techniques remis par l'entrepreneur.

On notera que les comptes rendus de réunion de chantier sont considérés comme des procès-verbaux et qu'ils sont contractuels. Le compte rendu de réunion de chantier (C.R.R.C) est une pièce qui tient lieu d'ordre pour l'exécution de toutes les décisions n'entraînant pas de modification du marché, en particulier de modification financière.

Ainsi, le compte rendu de réunion de chantier engage les parties qui sont destinataires (maître d'œuvre, maître d'ouvrages, entrepreneurs attributaires des marchés de travaux) du dit compte rendu. Chaque compte rendu de réunion de chantier sera adressé aux intéressés par le maître d'œuvre le lendemain de la réunion de chantier ou le premier lundi succédant une réunion de chantier tenue un vendredi. Les destinataires sont donc réputés avoir reçu le C.R.R.C. et pris connaissance des dires les concernant portés sur le compte rendu de réunion de chantier. Si aucune remarque ou réclamation formulée par écrit et transmise au maître d'œuvre n'est apportée aux dires du C.R.R.C dans les délais impartis soit 72 heures après la date d'envoi du C.R.R.C, le C.R.R.C. est considéré comme tacitement approuvé sans réserve.

Il est rappelé que le C.R.R.C consigne toutes les décisions prises et les ordres donnés au cours de la réunion de chantier, à ce titre il tient lieu notamment de convocation, les décisions prises deviennent définitives si elles ne sont pas contestées comme il est dit ci avant. Le C.R.R.C prépare la prochaine réunion.

Les représentants des entreprises convoquées, notamment par le compte rendu de la réunion de chantier précédente, sont obligatoirement des fondés de pouvoir mandatés pour répondre à toutes les questions et prendre toutes les décisions nécessaires.

ARTICLE 4 - CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux consisteront essentiellement à :

- Demande des diverses permissions de voirie et autres autorisations
- Désamiantage/déplombage du bâtiment et ouvrages annexes
- Déconstruction des bâtiments et ouvrages annexes

CHAPITRE II

MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX - REGLEMENT

ARTICLE 5 - INDICATIONS GENERALES

D'une manière générale il est stipulé que les prix d'application contenus dans le bordereau des prix unitaires sont des prix hors T.V.A. qui rémunèrent par leur application aux quantités d'ouvrages, la totalité des fournitures, main d'Œuvre ; transport, droits, impôts, frais généraux, faux frais, accessoires et sujétions détaillées ou non par le présent marché ou au C.C.T.G., ainsi que les dépenses de toute nature. Ils seront applicables quelles que soient les difficultés d'exécution rencontrées.

La réparation des préjudices éventuellement causés aux propriétaires à la suite des dégâts occasionnés par les travaux sera à la charge de l'Entrepreneur et comprises dans ses faux frais.

ARTICLE 6 - AVANCES - ACOMPTES

L'Entrepreneur peut bénéficier d'avances par application des dispositions réglementaires en vigueur. Ces dispositions résultent de l'article R.2191-3 et subséquents du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 01/04/2019. Le remboursement de l'avance sera linéaire entre 65% du montant du marché de travaux facturé et 80% de l'exécution du marché de travaux. Toutefois, si le marché est inférieur à 50.000 € HT, il n'y aura pas d'avance forfaitaire conformément aux textes en vigueur, le quatrième alinéa de l'article 4 de l'acte d'engagement au sujet de l'avance forfaitaire est donc réputé non écrit dans ce cas. Il en est de même si les délais d'exécution du marché sont inférieurs à 2 mois. Cependant, pour le présent marché, le maître d'ouvrage décide que l'entrepreneur ne peut bénéficier de cette avance forfaitaire.

L'Entrepreneur peut bénéficier d'acomptes mensuels sur approvisionnements et travaux conformément aux dispositions prévues à l'article R.2191-20 et textes subséquents du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 01/04/2019. A cet effet, l'Entrepreneur remet avant le cinquième jour de chaque mois, un état détaillé des fournitures approvisionnées et des travaux faits au dernier jour du mois précédent.

Il est précisé que pour le paiement d'acomptes, les fournitures approvisionnées à pied d'œuvre sont réputées représenter 70% des prix unitaires figurant au bordereau des prix d'application pour les travaux correspondants.

ARTICLE 7 - TRAVAUX EN REGIE

Le règlement des travaux en régie est effectué conformément aux dispositions de la circulaire de Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie (n°82-34 du 7 avril 1982) et textes subséquents.

ARTICLE 8 - PAIEMENTS - RETARD DANS LES PAIEMENTS

Pour chaque situation de travaux, les travaux seront décomptés en % du montant du prix global et forfaitaire proportionnellement à l'avancement des travaux.

Les situations et le D.G.D devront obligatoirement reprendre la trame du Détail Estimatif des Travaux.

L'Entrepreneur doit faire parvenir au Maître d'Œuvre le mémoire général récapitulatif destiné à l'établissement du décompte définitif. Le décompte définitif reprendra obligatoirement le «Détail Estimatif des Travaux» ou « Décomposition du prix Global et Forfaitaire » (ces 2 appellations sont équivalentes dans l'ensemble du dossier avec le sens de « Décomposition du prix global et forfaitaire ») annexé au présent marché, le marché étant à prix global et forfaitaire. Toutefois, si le maître d'ouvrage décide de ne pas réaliser une prestation décrite dans la décomposition du prix global et forfaitaire, cette prestation devant être homogène et ne pas mettre en cause le fonctionnement global de l'ouvrage, le prix de cette prestation sera retiré du décompte définitif, et ce, sans indemnité. De plus, tout avenant pour travaux supplémentaires hors programme des travaux initial sera établi suivant la base des prix du bordereau des prix unitaires pour des prestations de même nature sans indemnité en supplément.

Le délai ouvert au Maître de l'Ouvrage pour procéder aux acomptes ou à paiement pour solde est fixé suivant les dispositions réglementaires en vigueur (30 jours à compter du 01/07/2010) à partir des termes suivants :

- pour le décompte provisoire mensuel : la date de réception des demandes d'acomptes au maître d'œuvre ;
- pour le mémoire général récapitulatif des travaux exécutés ou décompte général définitif : la date d'acceptation du décompte général et définitif.

Le dépassement du délai indiqué ci-dessus ouvre droit à des intérêts moratoires.

Il est rappelé que le délai indiqué ci-dessus peut être suspendu par notification au titulaire, cette notification précisant les raisons qui, imputables au titulaire s'oppose au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception des justifications demandées, un nouveau délai global est ouvert de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récents, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie éventuelle, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les sommes dues à l'entrepreneur doivent être honorées par le maître d'Ouvrage dans le délai maximal fixé par voie réglementaire.

On notera que, par dérogation à l'article 10.7 du CCAG, en cas de groupement d'entreprises, et ce quelque soit sa forme (conjoint ou solidaire), les travaux feront l'objet d'un paiement sur un compte unique.

ARTICLE 9 - VARIATION DANS LES PRIX

Pour l'application de l'article 10.4 du C.C.A.G., les prix du bordereau sont réputés établis le premier jour du mois de la date prévue pour la remise des offres. Ils sont fermes mais susceptibles d'être actualisés dans les conditions indiquées ci-dessous :

Si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date de l'établissement des prix et celle de l'ordre de service prescrivant de commencer tout ou parties des travaux ou si un ordre de service comme il est dit à l'article 24 suspend les travaux pour plus de trois mois, l'actualisation sera faite en multipliant les prix du bordereau par un coefficient "X" défini par la formule ci-après :

$$X = \frac{TP(s-3)}{TP o} \quad (\text{où "X" est évalué au millième le plus voisin})$$

dans cette formule :

* **le paramètre TP** représente l'index national des travaux publics publié mensuellement au B.O.S.P, à savoir:

L'index TP 01 : Index général tous travaux.

* **la valeur du paramètre d'indice (s-3)** est celle applicable en se plaçant trois mois avant la date de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux;

* **la valeur du paramètre "o"** est celle applicable à la date d'établissement des prix.

Si le taux de l'assiette des taxes perçues sur le chiffre d'affaire varie entre la date limite d'établissement des prix et l'époque du fait générateur de la taxe, le prix de règlement tiendra compte de cette variation.

ARTICLE 10 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES POUR RETARD ET PRIMES

Les délais d'approvisionnement, de préparation et d'exécution de l'ensemble des travaux sont fixés dans l'acte d'engagement. Le délai de préparation ne pourra être inférieur à 4 semaines (dérogation à l'Article 28 du CCAG). Le délai prendra effet à dater de la notification qui sera faite à l'Entrepreneur, de l'ordre de service l'invitant à commencer tout ou partie des travaux, tout ou partie de la préparation. On rappelle ici que les PV de réunions de chantier valent ordres de services autant que faire se peut pour l'objet du présent article.

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir terminé l'approvisionnement, la préparation, les travaux dans le délai sus-indiqué, il lui sera appliqué, sans préjudice des mesures qui pourraient être prises en application de l'article 19 du C.C.A.G, une pénalité de 500 euros, sans limitation de somme, par jour calendaire de retard.

En outre, en cas de retard dans les diverses interventions prévues au calendrier d'exécution, la pénalité ci-dessus sera appliquée.

De même, tout retard dans la transmission par l'entrepreneur de divers documents entraînera une pénalité de 100 Euros par jour calendaire de retard.

L'absence ou le retard non justifiée au rendez-vous de chantier entraînera une pénalité de 100 Euros. Ces dispositions sont applicables en cours de chantier, aux entreprises qui ne se conformeraient pas aux délais partiels prévus au calendrier d'exécution des travaux ou par les comptes rendus de chantier, sur simple constatation du retard par le Maître d'Œuvre.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé, par dissimulation d'activités ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité correspondant à 10% du montant du marché.

Il n'est pas prévu de primes d'avance.

ARTICLE 11 - CAUTIONNEMENT - RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-32 du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 01/04/2019, une retenue de garantie sur acompte au taux de CINQ POUR CENT (5 %) sera substituée au cautionnement. Cependant, si l'Entrepreneur le désire et en application de l'article R.2191-36 du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 01/04/2019, il pourra remplacer la retenue de garantie définie ci avant par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire d'un montant équivalent à ladite retenue de garantie.

ARTICLE 12 - DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie sera d'un an pour tous les ouvrages, il ne commencera à courir qu'à partir de la réception des travaux.

Ce délai se prolongera s'il y a lieu, jusqu'à ce que les ouvrages aient été mis par l'Entrepreneur en état de réception définitive.

Pendant le délai de garantie, l'Entrepreneur entretiendra les ouvrages qu'il aura exécutés en parfait état, il sera responsable des dégâts qu'ils pourraient éprouver ou occasionner. Cette responsabilité entraînera la remise en état ou le remplacement de toutes parties d'ouvrages ou de toutes pièces qui seraient reconnues défectueuses, soit par insuffisance dans les dimensions ou la puissance, soit par vice de construction, défaut de matière ou de pose. Il est précisé que les avaries provoquées par le froid ne seront en aucun cas considérées comme résultant d'un évènement de force majeure.

ARTICLE 13 - NANTISSEMENT

Si l'Entrepreneur en fait la demande, il est admis au bénéfice du régime institué par l'article R.2191-45 du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 01/04/2019, relatif aux mesures facilitant le financement bancaire des marchés.

En outre sont désignés :

- comme comptable chargé du paiement : le comptable du maître d'ouvrage.
- comme personne compétente pour fournir les renseignements énumérés à l'article R.2191-60 du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 01/04/2019, Laurent MAISONNAS.

CHAPITRE III

PRESCRIPTIONS DIVERSES

ARTICLE 14 - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur est tenu d'élire domicile à : **voir l'Acte d'Engagement**, où il pourra se faire représenter par un commis agréé par le Maître d'Œuvre, et à qui seront notifiés les ordres de service et actes administratifs relatifs à son entreprise.

Faute par lui de se conformer à cette prescription pendant la durée des travaux et du délai de garantie, les notifications administratives seront **faites au Secrétariat du Maître de l'Ouvrage**, sans préjudice des mesures coercitives qui pourraient être prises à son égard et pour ces motifs conformément aux clauses et conditions générales visées ci-après.

ARTICLE 15 - RESERVES AU SUJET DE MATERIAUX TROUVEES DANS LES FOUILLES

Le Maître de l'Ouvrage se réserve la propriété des matériaux trouvés dans les fouilles. Il se réserve également les objets d'art de toute nature qui pourraient s'y rencontrer.

ARTICLE 16 - RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux se fera suivant les prescriptions de l'article 41 du C.C.A.G. et la retenue de garantie sera restituée à l'Entrepreneur à la fin du délai de garantie.

Après le délai de garantie, l'Entrepreneur ne sera plus soumis qu'aux dispositions des articles 1792 et 2270 du Code Civil pendant la période de dix années commençant à la réception des travaux.

ARTICLE 17 - JURIDICTION

Toutes les contestations qui viendraient à s'élever soit sur le sens de l'interprétation des clauses et conditions stipulées dans le présent marché, soit dans le règlement des travaux, seront portées devant la juridiction dont dépend le lieu du domicile du Maître de l'Ouvrage.

ARTICLE 18 - OUVRIERS ETRANGERS - OUVRIERS D'APTITUDES RESTREINTES

Le nombre d'ouvriers étrangers ne pourra pas dépasser la proportion fixée par la réglementation en vigueur.

Le nombre d'ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie sera conforme à la législation en vigueur.

De plus l'Entrepreneur devra justifier qu'il satisfait aux règles de la loi du 31 décembre 1991 luttant contre le travail clandestin et textes subséquents.

ARTICLE 19 - VOISINAGE DE CHANTIERS DE TRAVAUX ETRANGERS A L'ENTREPRISE

L'Entrepreneur ne pourra se prévaloir ni pour éluder les obligations de son marché ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui lui seraient occasionnées par l'exécution simultanée d'autres chantiers entrepris par les collectivités publiques ou leurs concessionnaires, soit dans les limites de ses propres chantiers, soit à proximité.

ARTICLE 20 - SITUATION DES LIEUX

L'Entrepreneur est réputé connaître la situation des lieux et la nature des terrains, et avoir apprécié lui-même, sous sa responsabilité, les conditions d'accès et d'approvisionnement en matériaux, ainsi que les difficultés spéciales afférentes à l'exécution des travaux. L'entrepreneur doit entreprendre toutes les démarches nécessaires au bon déroulement des travaux, préparer les DICT et autres demandes telles que définies au CCTP.

ARTICLE 21 - CONSERVATION ET REMISE DES OUVRAGES

L'Entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour conserver et protéger les ouvrages contre toutes les avaries et intempéries d'une part jusqu'à la réception des travaux, et d'autre part pendant le délai de garantie.

ARTICLE 22 - RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

L'Entrepreneur est entièrement responsable des travaux réalisés, de leur bonne tenue, ainsi que de tous les dommages que pourraient subir ces ouvrages ou les immeubles riverains du fait de tassements et d'éboulements, qu'ils soient dus aux travaux eux-mêmes ou à l'action des eaux superficielles ou souterraines dont il a à assurer l'écoulement.

ARTICLE 23 - PLANS D'EXECUTION - NOTE DE CALCULS - ETUDES DE DETAILS TRAVAUX NON PREVUS - MODIFICATION AU PROJET AUGMENTATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'Entrepreneur et soumis avec les notes de calculs correspondantes à l'approbation du Maître d'Œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'Entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Pour tous travaux non prévus au projet et pour toute modification au projet, l'Entrepreneur devra exiger un ordre écrit et signé du Maître d'Œuvre, et également visé pour accord par le Maître de l'Ouvrage, il sera fait ensuite application des dispositions prévues à l'article 13 du C.C.A.G.

La poursuite des travaux au-delà de la masse initiale est subordonnée à une décision de poursuivre prise par la personne responsable du marché et approuvée par l'assemblée délibérante.

En aucun cas l'Entrepreneur ne pourra apporter une modification sans ordre écrit.

Dans le cas où l'Entrepreneur ne se conformerait pas à cette obligation, le Maître d'Œuvre sera en droit de faire démolir les ouvrages modifiés, et cela aux frais de l'Entrepreneur.

En cas de diminution dans la masse des travaux en prix et/ou en quantité d'ouvrages, et par dérogation aux articles 15 et 16 du C.C.A.G., il ne sera alloué à l'Entrepreneur aucune indemnité en raison de cette diminution et ce quelque'en soit son importance. Il en est de même dans le cas de variation de quantité en plus ou en moins prévu dans le détail estimatif des travaux (dérogation aux articles 14-16 du C.C.A.G), il en est de même pour les options variantes obligatoires.

ARTICLE 24 - ARRET DES TRAVAUX - INTERRUPTION DU CHANTIER

En cas d'interruption du chantier, l'Entrepreneur avisera le Maître d'Œuvre 24 heures au moins avant l'arrêt des travaux. De la même façon, il préviendra au moins 24 heures avant la reprise de ces travaux.

Le Maître d'Œuvre pourra ordonner l'arrêt du chantier s'il juge que les bonnes conditions (atmosphériques, techniques ou autres) ne sont pas compatibles avec une bonne exécution.

Le Maître d'Ouvrage pourra, si besoin est, ajourner l'exécution des travaux par ordres de services sans que l'entrepreneur puisse prétendre à aucune indemnité. Dans ce cas de figure le délai d'exécution et/ou le délai global de réalisation est suspendu jusqu'à la date de reprise des travaux ordonnée par le Maître d'Ouvrage. A ce titre, le Maître d'Ouvrage pourra donc proroger les délais par ordres de services.

L'Entrepreneur devra arrêter immédiatement, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité du fait de cette interruption. Faute par lui de se conformer à l'ordre du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage, ce(s) dernier(s) pourra faire démolir les ouvrages aux frais de l'Entrepreneur.

On rappellera ici que les CR de réunion de chantier peuvent tenir lieu d'ordres de service autant que faire se peut pour l'objet du présent article.

ARTICLE 25 - RESILIATION DU MARCHE - CLAUSE PARTICULIERE

La résiliation du marché peut être prononcée de plein droit aux torts exclusifs de l'Entrepreneur si ce dernier sous-traite tout ou partie des travaux sans autorisation du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre. Les prescriptions de l'article 46 du C.C.A.G travaux s'appliquent pleinement sans restriction.

ARTICLE 26 - APPLICATION DE L'ARTICLE 56 DE LA LOI N° 78-753 DU 17/07/78

Les dispositions de l'article 56 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 (J.O. du 18 juillet 1978) et textes subséquents sont applicables au présent marché. Ces dispositions sont également applicables aux entreprises qui sous-traitent une partie quelconque des commandes, fournitures ou travaux prévus au présent marché.

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 56 de la loi n°78-753 du 17/07/78 et textes subséquents, le marché est résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire du marché.

ARTICLE 27 - DECLARATION A SOUSCRIRE

A l'appui de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur joindra la déclaration conforme à l'article R.2143-3 et textes et articles subséquents du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 01/04/2019. Les divers certificats doivent être produits au plus tard 5 jours ouvrables après la décision du pouvoir adjudicateur sur le choix de l'attributaire.

ARTICLE 28 - ACTE D'ENGAGEMENT - NOTIFICATION DU MARCHE

L'acte d'engagement sera conforme au modèle annexé au présent cahier des clauses particulières.

L'Entrepreneur restera engagé par son acte d'engagement pendant un délai de cent vingt jours à compter de la dévolution des travaux. A l'expiration de ce délai, si la notification n'a pas été prononcée, l'attributaire peut s'il le désire retirer son acte d'engagement.

ARTICLE 29 - SOUS-TRAITANCE

Dans le cas où le titulaire du marché est une entreprise individuelle ou une société qui sous-traite un ou plusieurs lots formant le présent marché, le ou les sous-traitants prévus dans l'acte d'engagement sont obligatoirement admis.

En cas de défaillance d'un sous-traitant prévu à l'acte d'engagement, c'est-à-dire à la signature du marché, le titulaire du marché pourra proposer un autre sous-traitant qui devra être admis par le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Le contrat de sous-traitance devra préciser :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, ainsi que l'adresse du sous-traitant ;
- que les conditions de paiement des sommes dues au sous-traitant seront les mêmes que celles prévues pour le titulaire du marché, et que les projets de décompte devront être signés par le titulaire du marché et le sous-traitant ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-59 et articles subséquents du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 01/04/2019 ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

Le contrat de sous-traitance devra en outre faire référence au présent marché et être signé par le Maître de l'Ouvrage, le titulaire du marché et le sous-traitant admis.

D'autre part, si le titulaire du marché le demande, il pourra, même si cela n'a pas été prévu à la signature du marché, désigner un sous-traitant à paiement direct en cours de marché. Le sous-traitant proposé par le titulaire du marché, devra être admis par le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, et un contrat de sous-traitance, intitulé "Acte de Désignation en cours de marché, d'un Sous-traitant payé directement", devra être établi. Ce contrat de sous-traitance devra faire référence au présent marché et contenir toutes les précisions qui ont été définies au paragraphe précédent.

La sous-traitance sera conforme à l'article R.2193-1 et suivants et textes subséquents du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 01/04/2019.

ARTICLE 29 bis - DISPOSITION CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE DES TRAVAILLEURS

L'entrepreneur prendra ses dispositions pour répondre à toutes ses obligations imposées par le Code du travail en ce qui concerne la sécurité et la santé des travailleurs sur le chantier. En particulier :

L'entrepreneur devra désigner un représentant parmi les salariés présents de l'entreprise pour être l'interlocuteur du coordinateur de sécurité avec pour tâches de :

- faciliter l'intervention du coordinateur en exigeant notamment de tous les salariés de l'entreprise et des sous-traitants le strict respect des dispositions adoptées pour la sécurité et la santé des travailleurs ;
- accompagner sur le chantier le coordinateur à sa demande ;
- fournir au coordinateur, sur sa demande, les justificatifs sur les modalités de gestion des phases provisoires ;
- viser le registre journal.

L'entrepreneur remettra à ses sous-traitants le plan général de coordination (PGC) et se chargera de respecter les dispositions qui y sont mentionnées.

L'entrepreneur remettra dans les 30 jours de la signature du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) ainsi que celui de chacun de ses sous-traitants. Il assurera la diffusion de ces plans, d'une façon générale tout document nécessaire et à ses frais aux personnes et organismes prévus quelque soit le niveau de coordination SPS.

CHAPITRE IV
DEROGATION AU CCAG

L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 2 du CCAG.

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 10.7 du CCAG.

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 9.4 du CCAG.

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 19 et à l'Article 28 du CCAG.

L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG.

L'article 16 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG.

L'article 23 du présent CCAP déroge aux articles 13, 14, 15 et 16 du CCAG.

L'article 24 du présent CCAP déroge à l'article 18 du CCAG.

Dressé en mai 2025

Lu et approuvé
par l'Entrepreneur soussigné,